

RAPPORT FINAL

PROJET DE SÉANCES D'INFORMATION EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Par

Richard Boudreault

Suzanne Tremblay

Groupe de recherche et d'intervention régionales

Université du Québec à Chicoutimi

Mars 1987

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I DESCRIPTION DES ÉTAPES ET DES MÉTHODES DU PROJET.....	3
1. Les lectures et rencontres préliminaires.....	3
2. Le contact préalable avec les citoyen(ne)s.....	4
3. Les séances.....	5
4. L'évaluation des séances par les participant(e)s.....	7
5. Description des outils d'animation utilisés.....	10
II ANALYSE DES PRÉOCCUPATIONS APPORTÉES PAR LES PARTICIPANT(E)S LORS DES SÉANCES.....	12
1. Classification des types de participants.....	12
2. Synthèse des préoccupations par municipalité.....	13
3. Réactions face aux affectations du territoire contenues dans la proposition d'aménagement.....	14
4. Réactions face à la loi 125 et à ses mécanismes.....	16
5. Commentaires sur le principe de consultation.....	17
6. Bilan des réactions des participant(e)s.....	18

III PROBLÉMATIQUE DES ENJEUX DE L'AMÉNAGEMENT.....	19
----------------------------------------------------	----

1. Le pouvoir des acteurs et la concertation.....	20
---------------------------------------------------	----

2. La participation des citoyen(ne)s: un rôle à repenser.....	22
---------------------------------------------------------------	----

CONCLUSION ET BILAN DU PROJET	23
-------------------------------------	----

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1: Documents consultés

Annexe 2: Contenu des séances

Annexe 3: Lettre d'invitation

Annexe 4: Dossier de presse

Annexe 5: Questionnaire d'évaluation

INTRODUCTION

Le présent rapport fait suite à un projet de recherche-intervention sur l'aménagement du territoire impliquant le Groupe de recherche et d'intervention régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi ainsi que le Comité d'environnement de Chicoutimi, grâce à la collaboration financière du ministère de l'Enseignement supérieur de la science et de la technologie. Le projet visait essentiellement à mettre sur pied des séances d'information pour développer une meilleure compréhension du processus de l'aménagement chez les citoyen(ne)s et permettre un transfert de connaissances de l'Université vers le milieu régional. Le projet touchait spécifiquement le territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay. Il s'est échelonné sur une période de 6 semaines, soit du 16 juin au 17 octobre 1986. Deux animateurs ont préparé et tenu des sessions de formation-information.

Succinctement, rappelons la problématique globale dans laquelle se situe le projet. En 1978, le gouvernement du Québec, par la loi 125, a créé les municipalités régionales de comté (MRC). Ce nouveau palier intermédiaire de l'État se voyait doter d'un rôle majeur d'aménagement du territoire. Ce découpage spatial du Québec a impliqué dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean la création de quatre MRC, dont celle du Fjord-du-Saguenay regroupant vingt municipalités rurales et urbaines. La première tâche qui a été confiée aux MRC consistait à présenter au gouvernement québécois (ministère des Affaires municipales) un schéma d'aménagement prévoyant les principaux investissements et aménagements à l'intérieur de ses limites. Toutefois, suite à l'adoption de la version définitive du schéma, la loi a imposé aux MRC la tenue de séances de consultation auprès des populations de leur territoire.

Ainsi, nous nous sommes demandés quelle forme prendraient ces audiences. Les citoyen(ne)s seraient-ils(elles) vraiment préparé(e)s pour y participer? Dans ce contexte, certains groupes sociaux, dans le but de se familiariser avec la loi 125 et ses mécanismes, ont cru utile et

nécessaire la tenue de séances d'information et de formation sur l'aménagement du territoire. C'est donc dans cet esprit que des séances d'information ont été tenues entre le 26 août et le 29 septembre 1986. Ces réunions se voulaient des rencontres dynamiques d'échange et d'animation entre des groupes et des citoyen(ne)s intéressé(e)s aux questions que soulèvent l'aménagement et le développement.

Ce présent rapport se veut en quelque sorte un compte rendu et une analyse des résultats des séances. Il se divise en trois parties principales. La première partie vise surtout à décrire les étapes franchies avant les séances d'information et les méthodes d'animation utilisées lors des séances. La deuxième partie constitue l'analyse des préoccupations des participant(e)s lors des dix-sept séances d'information. Enfin, la troisième partie se veut davantage une problématique sur l'aménagement du territoire et sur les pouvoirs octroyés à chacun des acteurs dans le cadre de la loi. Ce rapport n'engage, il va sans dire, que les auteurs.

I DESCRIPTION DES ÉTAPES ET DES MÉTHODES DU PROJET

1. LES LECTURES ET RENCONTRES PRÉLIMINAIRES

Il est bien entendu que la première étape fut de se renseigner sur les tenants et les aboutissants de l'aménagement du territoire, les modalités de la loi 125 et l'environnement des municipalités régionales de comté. Ainsi, un programme de lectures comprenant deux parties a été établi. La première partie consistait à lire des études pratiques sur l'implantation des MRC et sur leur rôle dans l'aménagement, notamment La proposition d'aménagement de la MRC du Fjord du Saguenay¹ et la loi 125². La deuxième partie visait davantage à comprendre les aspects sociaux reliés à l'aménagement du territoire. Cette lecture de nature plus théorique nous était indispensable pour mieux voir les enjeux de l'aménagement, les répercussions de celui-ci sur les communautés locales et le rôle des différents acteurs impliqués, etc. Les principaux ouvrages consultés sont celui de J. Léveillé et celui de A. Germain et P. Hamel intitulés respectivement L'aménagement du territoire au Québec : du rêve au compromis, L'aménagement et le pouvoir local. Nous avons également consulté le document : Aménagement et développement : vers de nouvelles pratiques? coordonné par J.L. Klein.

C'est à partir de toutes ces lectures que nous avons élaboré un matériel pédagogique indispensable à la tenue de nos séances d'information. Afin d'enrichir notre matériel pédagogique, nous avons établi différents contacts avec des groupes régionaux (ATR, CRL, CRE, CRCD) oeuvrant dans les sphères de l'aménagement du territoire et du développement régional. Après plusieurs

¹ Ce document de base nous a servi de référence pratique pour tout ce qui touche les affectations du territoire à l'intérieur de la MRC du Fjord-du-Saguenay.

² Cette dernière nous a permis de rattacher le texte législatif aux différentes étapes de l'élaboration du schéma d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay.

rencontres auprès de ces groupes, nous avons constaté que, contrairement à nos attentes, leur intérêt et leurs connaissances de l'aménagement demeuraient fort mitigés.

Par contre, nous nous devons de souligner le support fourni par l'urbaniste-coordonnateur de la MRC du Fjord-du-Saguenay. En effet, celui-ci nous a fait don d'une partie importante du matériel pédagogique utilisé au cours de nos séances (cartes, croquis, documents, etc.).

Après ces lectures et ces contacts, l'étape suivante consistait à établir un premier contact avec les citoyen(ne)s de la MRC du Fjord.

2. LE CONTACT PRÉALABLE AVEC LES CITOYEN(NE)S

Avec une approche d'éducation populaire, nous avons tenté de rejoindre la majorité des citoyen(ne)s intéressé(e)s de près ou de loin à l'aménagement et au développement du territoire. Nous avons mis le focus sur une clientèle-cible telle les municipalités (via le conseil municipal et le comité d'urbanisme) et différents groupes sociaux (AFEAS, club de loisirs, comités de citoyens, etc.).

Dans l'étape suivante, nous avons identifié les groupes susceptibles d'être intéressés à assister à nos séances. Cette étape s'est réalisée en deux temps. Premièrement, nous avons rencontré chaque secrétaire-trésorier des municipalités rurales de la MRC afin qu'il nous fournisse une liste complète des organismes locaux. Nous profitons de cette visite pour établir avec les secrétaires les dates et les lieux des séances. Pour les municipalités urbaines, les listes d'organismes ont été obtenues par l'entremise du service des loisirs. Par la suite, nous ajoutons les noms d'autres organismes obtenus auprès d'autres sources (le bottin téléphonique, le service de l'éducation des adultes des commissions scolaires, OYEP, etc.).

Au début, il était dans notre intention de rejoindre chacun des organismes par téléphone afin d'obtenir un rendez-vous avec eux. Au cours de ce rendez-vous, nous expliquions les buts et les objectifs du projet et le programme de notre démarche et remettons une lettre explicative(voir annexe 3) décrivant de façon succincte le contenu des séances et les coordonnées des différentes rencontres. Cependant, après plusieurs essais plus ou moins fructueux, nous avons été dans l'obligation de modifier partiellement notre approche. Plusieurs raisons pourraient être invoquées, comme par exemple l'impossibilité de rejoindre l'ensemble des groupes dans le délai prévu à l'origine, soit trois semaines, l'expérience plus ou moins concluante des rencontres interpersonnelles, etc. Nous avons alors convenu, advenant l'impossibilité de rejoindre les groupes par contact direct, que nous leur ferions parvenir une lettre d'invitation par la poste en plus d'établir avec eux, dans un deuxième temps, un contact téléphonique.

Enfin, pour s'assurer que notre message était entendu par le plus vaste auditoire possible, nous avons entrepris une opération publicitaire, notamment dans la presse écrite (confection de communiqués de presse et d'un article substantiel) en plus de nombreuses convocations dans les différents postes de radio (voir annexe 4).

3. LES SÉANCES

Les séances sur l'aménagement du territoire ont été présentées dans dix-sept des vingt municipalités de la MRC du Fjord-du-Saguenay. Les municipalités de Bégin et St-Ambroise ont été regroupées, ainsi que celles de St-Honoré et Canton Tremblay. La seule municipalité où il n'y a pas eu de séance est celle de Ferland-Boileau. Cette séance n'a pas eu lieu, faute de participant(e)s. La population de Ferland-Boileau a été réinvitée à la rencontre de Ville de La Baie, mais n'a pas répondu davantage à cette seconde invitation. Mentionnons enfin que la présentation des séances d'information s'est échelonnée sur six semaines à raison d'une moyenne de trois séances par semaine (du 26 août au 29 septembre 1986).

Sur le plan du nombre de groupes et de personnes rejointes pour assister aux séances, nous avons contacté 315 associations et groupes divers en incluant les conseils municipaux de chacune des municipalités. Également, nous avons envoyé 1950 lettres d'invitation, c'est-à-dire 150 lettres par municipalité. C'est donc dire qu'au moins 2265 personnes ont été rejointes directement, soit parce qu'elles représentaient un groupe-cible ou soit parce qu'elles recevaient une lettre d'invitation par le courrier.

En tenant compte de la diffusion qu'a eu cette invitation parmi les groupes contactés et dans les foyers qui ont reçu des lettres, nous pouvons doubler et même tripler le nombre de personnes rejointes pour participer aux séances, cela sans tenir compte des gens qui en ont entendu parler par les médias.

Cependant, 193 personnes ont effectivement assisté aux séances d'information. Ce nombre représente en effet à peine 9% des personnes rejointes par les moyens énumérés précédemment. Comment expliquer une si faible participation? Par une méconnaissance des questions de l'aménagement du territoire? Par un manque d'intérêt et une non-appropriation de ces questions par la population? Par des méthodes d'incitation pas assez efficaces? Nous pouvons probablement invoquer toutes ces raisons.

Si nous revenons à ceux qui ont répondu à l'invitation, il est intéressant de constater que le plus grand taux de participation a été enregistré dans les municipalités rurales, tout particulièrement à St-Charles-de-Bourget et au Lac Kénogami. Il faut cependant mentionner que dans ces deux municipalités, les participant(e)s ont été recruté(e)s par des leaders d'opinion du village. Plus précisément, ce sont des personnes impliquées dans l'administration municipale qui ont lancé l'invitation à la population. Cette formule a sans doute avantage à être utilisée plus systématiquement dans ce type de projet. Encore faut-il pouvoir identifier les personnes clés ou les leaders d'opinion.

Quant à la participation dans les municipalités urbaines, elle ne fut pas très significative. Toute proportion gardée, la participation de la population urbaine fut moins grande que celle des municipalités rurales. Cela est tout particulièrement vrai à Jonquière où la participation a été moins grande en nombre absolu que dans plusieurs municipalités rurales. Par ailleurs, il semble que dans les municipalités rurales, notamment à St-Charles-de-Bourget, au Lac-Kénogami et à Rivière-Éternité, l'identification des gens à leur milieu et l'appropriation des questions d'aménagement et de développement par ces derniers soit un facteur décisif quant à leur participation.

4. L'ÉVALUATION DES SÉANCES PAR LES PARTICIPANT(E)S

Afin de connaître l'appréciation des séances par les participant(e)s, nous leur avons distribué un questionnaire d'évaluation (voir annexe 5). Par ce questionnaire, nous voulions mesurer à la fois la pertinence de l'information présentée, l'efficacité des outils et des méthodes d'animation, l'accessibilité du message et le niveau d'intérêt des participant(e)s à présenter un mémoire aux audiences publiques de la MRC du Fjord-du-Saguenay. Mentionnons que 165 des 193 participant(e)s ont répondu au questionnaire.

La question 1 avait pour but de vérifier si le message véhiculé était suffisamment clair pour les participant(e)s. La question se lisait comme suit : selon vous, la façon de présenter l'information était-elle claire et précise? Pour cette question, 90% des répondant(e)s ont affirmé que la façon de présenter l'information était très claire et précise, 10% ont dit qu'elle l'était moyennement.

Par la question 2, nous voulions savoir si les outils d'animation (tableaux et cartes) utilisés pendant les séances ont aidé la compréhension du message. La question était la suivante : les outils d'animation utilisés pendant la rencontre ont-ils favorisé une meilleure compréhension de

l'information qui vous a été présentée? A cette question, 80% des répondant(e)s ont déclaré que les outils d'animation avaient beaucoup favorisé la compréhension; 20% des répondant(e)s ont dit qu'ils l'avaient moyennement favorisée.

La question 3 avait pour objectif de vérifier la présence et l'attention des animateurs face aux besoins et interrogations des participant(e)s. La question s'énonçait comme suit : pendant la session, les animateurs ont-ils tenu compte de vos préoccupations et interrogations et tenté d'y répondre? 81% des répondant(e)s ont affirmé que les animateurs avaient beaucoup tenu compte de leurs préoccupations et interrogations alors que 13% des répondant(e)s ont dit que les animateurs en avaient moyennement tenu compte.

Avec la question 4 nous voulions mesurer si l'information présentée correspondait aux attentes et préoccupations des participant(e)s en ce qui a trait à l'aménagement du territoire. La question était celle-ci : l'information qui vous a été présentée lors de cette rencontre vous est-elle apparue pertinente? Il faut noter que pour cette question, après deux séances d'information, nous avons changé le terme "information pertinente" par "information à propos". Le terme "pertinent", en effet, ne semblait pas être compris par tous les participant(e)s. Ici, 75% des répondant(e)s ont déclaré que l'information présentée leur semblait très à propos, 23% ont affirmé qu'elle semblait moyennement à propos et 2% ont mentionné qu'elle ne leur semblait pas du tout à propos.

La question 5 avait pour objectif de mesurer le niveau d'intérêt des participant(e)s à présenter un mémoire lors de la consultation publique suite à la séance d'information. La question se formulait comme suit : suite à cette rencontre, avez-vous l'intention de présenter un mémoire lors des audiences publiques sur la version définitive du schéma d'aménagement? 21% de ceux qui ont complété le questionnaire ont répondu oui, 26% ont répondu non, 42% ont répondu peut-être et 22% ne le savent pas. Deux personnes n'ont pas répondu à la question.

On peut interpréter les résultats de la question 5 de deux façons. D'une part, si l'on regroupe ceux qui ont répondu "oui" à la question avec ceux qui ont répondu "peut-être", il est possible de dire que 63% des répondant(e)s envisagent la possibilité de présenter un mémoire. D'autre part, si l'on regroupe cette fois ceux qui ont répondu "non" avec ceux qui ont dit "peut-être", nous sommes à même d'affirmer que 68% des répondant(e)s ne sont pas prêt(e)s et hésitent à présenter un mémoire. Quant à savoir laquelle de ces interprétations est la bonne, c'est assez difficile à prévoir. Cependant, si l'on tient compte de la grande méfiance manifestée par les participant(e)s à l'égard de la consultation, on peut supposer que la deuxième interprétation est plus réaliste.

La question 6 se lisait comme suit : auriez-vous aimé que d'autres thèmes touchant l'aménagement et la proposition d'aménagement soient abordés pendant la session d'information? 75% de ceux qui ont complété le questionnaire ont répondu par la négative. Les 25% restants ont répondu "oui" en indiquant les sujets qu'ils auraient aimé aborder. Les sujets qui reviennent le plus parmi les réponses obtenues sont l'aménagement de la forêt, l'agriculture, les liens entre les schémas et les plans d'urbanisme et le rôle de la MRC après l'élaboration du schéma d'aménagement.

Enfin, la question 7 portait sur les autres commentaires ou suggestions des participant(e)s à l'égard des séances d'information. Les commentaires recueillis expriment essentiellement l'appréciation des participant(e)s sur les séances. Ces commentaires sont très variés : plusieurs déplorent la faible participation aux séances, beaucoup font des commentaires élogieux sur les séances : ils pensent que c'est une bonne initiative, que l'information était bien présentée, que cette information les aidera lors de la consultation et qu'elle répond à des besoins. D'autres auraient aimé discuter spécifiquement du plan d'urbanisme de leur propre municipalité. Enfin, quelques-uns aimeraient recevoir de la documentation et souhaitent que les séances aient une suite.

Donc, dans l'ensemble, l'évaluation des séances d'information est plutôt positive. Les chiffres le démontrent bien, de même que les commentaires recueillis. Le message a été accessible pour une large majorité des gens présents. Les outils et les méthodes d'animation ont été perçus comme efficaces. Également, l'information présentée a répondu aux besoins de la majorité. Le point sombre de cette évaluation est le faible taux de participant(e)s qui ont l'intention de présenter un mémoire aux audiences publiques. En analysant le contenu des séances, nous serons peut-être en mesure de trouver les raisons de ce manque d'intérêt face aux audiences publiques. Enfin, suite à cette évaluation, nous pensons qu'il aurait fallu insister davantage sur les liens entre le schéma d'aménagement et les plans d'urbanisme; cette question s'est avérée une préoccupation fort importante pour les participant(e)s aux séances d'information.

5. DESCRIPTION DES OUTILS D'ANIMATION UTILISÉS

La méthode choisie privilégiait une approche pédagogique non traditionnelle, c'est-à-dire basée sur les attentes et préoccupations des participant(e)s. Les animateurs avaient comme mandat d'informer les gens sur l'aménagement et sur la loi 125, de répondre à leurs différentes interrogations et enfin de recueillir leurs perceptions et commentaires.

De façon concrète, nous informions les participant(e)s sur différents points (voir annexe 2) : d'abord sur le sens réel de l'aménagement lui-même, c'est-à-dire ce qu'il signifie, par qui il est fait, à qui il s'adresse, pourquoi on le fait, etc. Par la suite, nous expliquons les modalités et les étapes de la loi 125; également, nous illustrons le processus d'aménagement du territoire, notamment par la proposition d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay. Et finalement, nous espérons susciter, par le biais des séances, la participation des gens aux futures audiences publiques sur la version définitive du schéma.

L'animation est une technique qui peut faire évoluer les échanges en apportant différents éléments d'information et de synthèse susceptibles d'enrichir davantage les discussions. Notre conception de l'animation s'inscrivait dans une démarche simple, dynamique et à l'écoute des participant(e)s.

Quant aux outils d'animation, ils étaient visuels. Ils comprenaient des tableaux, cartes, jeux questionnaires et documents gouvernementaux sur chacun des sujets abordés au cours des séances. Les tableaux réalisés par les animateurs se voulaient un appui majeur à la démarche d'animation. Ils expliquaient de façon simple et systématique les différents thèmes abordés : les principes, étapes et outils d'aménagement, les modalités de la loi 125, les étapes de l'élaboration du schéma d'aménagement, les modalités de la consultation, etc. Les cartes, quant à elles, visualisaient les différentes affectations du territoire (utilisation de couleurs différentes) contenues dans la proposition d'aménagement, rendaient compte des contours physiques et géographiques de la MRC du Fjord-du-Saguenay et mettaient en perspective l'importance de celle-ci face aux autres MRC québécoises³. Enfin, certains documents (proposition d'aménagement de la MRC du Fjord, orientations gouvernementales en matière d'aménagement, textes législatifs, etc.) servaient d'appui aux animateurs, afin de démontrer aux participant(e)s l'existence et l'accessibilité de ces documents.

³ La MRC du Fjord-du-Saguenay est la troisième en importance au Québec et cela autant du point de vue de sa superficie que de l'importance de sa population.

II ANALYSE DES PRÉOCCUPATIONS APPORTÉES PAR LES PARTICIPANT(E)S LORS DES SÉANCES

Pour analyser les préoccupations des participant(e)s à l'intérieur des séances d'information, nous avons fait ressortir les perceptions, les réactions, les interrogations des participant(e)s selon les cinq paramètres suivants : les préoccupations des participant(e)s selon les municipalités, leurs réactions sur les affectations de la proposition d'aménagement, sur la loi 125 et ses mécanismes, sur l'aspect de la consultation et de la participation des citoyen(ne)s et finalement sur l'aménagement en rapport avec le développement. Regardons ces paramètres un à un.

I. CLASSIFICATION DES TYPES DE PARTICIPANTS

À quel type de groupes appartiennent les gens présents lors des séances? Dans le tableau suivant, nous avons classifié les participant(e)s en cinq catégories : le conseil municipal et les organismes connexes (comité d'urbanisme, comité de développement, etc.), les groupes sociaux de citoyens et de pression, les agriculteurs, les groupes de développement économique et de promotion touristique et les citoyens. Il faut noter que cette compilation a été réalisée à partir des commentaires écrits par les participant(e)s sur les feuilles d'identification distribuées lors de chacune des séances. Également, les participant(e)s n'ayant indiqué aucune appartenance à un groupe particulier ont été classifié(e)s dans la catégorie "citoyens".

	Conseil municipal et organismes connexes	Groupes sociaux de citoyens et de pression	Agriculteurs	Groupe de dévelop- pement économique et de promotion touristique	Citoyens	TOTAL
Nb de parti- cipants	59	64	21	19	30	193
Pourcen- tage	30%	33%	11%	10%	16%	100%

Comme nous le voyons, ce sont les groupes sociaux et les conseils municipaux qui représentent la majorité (plus de 60%) des participant(e)s. Viennent ensuite les citoyens avec 16% et les agriculteurs (11%) qui, soit dit en passant, ont été très présents lors des rencontres. L'Union des Producteurs Agricoles a pris très au sérieux l'invitation que nous lui avons faite et a délégué des officiers des syndicats agricoles dans plusieurs municipalités. A Chicoutimi et à Jonquière, des agriculteurs étaient présents et, comme la participation fut réduite, il fut plus question d'agriculture dans ces municipalités urbaines que de tout autre sujet.

Enfin, les groupes de développement économique et de promotion touristique furent les moins représentés lors des séances (à peine 10%). Pourtant, le thème du développement touristique, point majeur de la proposition d'aménagement, est ressorti constamment dans les discussions. Également, les préoccupations concernant les différentes façons d'aménager le territoire ont été mises en parallèle avec le thème plus vaste du développement économique.

2. SYNTHÈSE DES PRÉOCCUPATIONS PAR MUNICIPALITÉ

Des préoccupations particulières sont ressorties dans chaque municipalité et touchaient le développement touristique, l'exploitation de la forêt, la préservation des terres agricoles, le maintien de la qualité de vie, la mise en valeur des attraits naturels, etc. Toutefois, les personnes présentes n'ont guère été plus loin que leurs préoccupations locales.

Il faut souligner également que les municipalités en périphérie des centres urbains ont moins de préoccupations liées au développement comme tel. Elles sont intéressées par l'aménagement de leur territoire soit pour le mettre en valeur, pour maintenir la qualité de la vie, soit pour se donner certains services de restauration, d'hébergement, etc. Au nombre de ces municipalités, nous pouvons penser à Laterrière, St-Honoré, St-Fulgence. Ces municipalités sont avant tout des villes-dortoirs gravitant autour de Chicoutimi et Jonquière. Pour d'autres municipalités, par

contre, l'aménagement est intimement lié au développement et même à l'existence de ces endroits. C'est le cas des municipalités du Bas-Saguenay où l'industrie forestière et l'industrie touristique (qu'on essaie d'implanter) constituent la base économique de ces territoires. L'aménagement dans ce contexte est donc davantage lié au besoin de développement économique pour la survie des municipalités.

3. RÉACTIONS FACE AUX AFFECTATIONS DU TERRITOIRE CONTENUES DANS LA PROPOSITION D'AMÉNAGEMENT

Les commentaires recueillis au niveau des affectations présentées dans la proposition d'aménagement sont divers. Les participant(e)s de certaines municipalités se sentent oublié(e)s sur le plan récréo-touristique, particulièrement à St-Fulgence et à Bégin. Le développement du réseau routier est prioritaire pour presque toutes les municipalités. On semble associer le développement des municipalités à l'amélioration ou à la construction de nouvelles routes. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il est question de promotion touristique. La préservation des terres agricoles et l'empiètement des périmètres d'urbanisation sur les terres agricoles sont des préoccupations importantes pour les agriculteurs et cela principalement en ce qui a trait aux terres situées autour de Chicoutimi, Jonquière et La Baie. Cependant, dans beaucoup de municipalités rurales, les terres agricoles semblent au contraire être considérées comme un frein au développement. L'exception qui confirme cette règle est Petit-Saguenay où l'on considère l'intégrité et la mise en valeur des terres agricoles comme de toute première importance pour l'économie locale. Et pour les participant(e)s de St-Honoré, le projet d'un site d'enfouissement sanitaire menace non seulement la protection des terres agricoles et la culture des pommes de terre, mais aussi la salubrité de la rivière Shipshaw et le maintien de la qualité de vie des habitants du village.

L'exploitation forestière préoccupe la plupart des municipalités rurales. Pour elles, on n'a pas assez insisté sur ce point dans la proposition d'aménagement. Par exemple, cette dernière est

muette sur le reboisement, les méthodes de coupe, la lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, etc.

Par ailleurs, les participant(e)s semblent d'accord, de façon générale, avec l'ensemble des affectations et avec la vocation récréo-touristique qui se dégage de la proposition d'aménagement. En effet, la zone affectée à des fins récréo-touristiques est vue par plusieurs participant(e)s comme la planche de salut du développement de leur municipalité. Presque tous(tes) perçoivent là une bonne occasion d'aménagement et de développement. Les municipalités du Bas-Saguenay sont très préoccupées par cette affectation. À Rivière Éternité, lieu d'entrée du Parc national, on considère que cette affectation signifie une nouvelle vocation délaissée depuis trop longtemps. D'ailleurs, les premiers effets de cette manne se font déjà sentir.

À l'Anse-St-Jean, au Petit-Saguenay et à Ste-Rose-du-Nord, la zone récréo-touristique, bien qu'intéressante, n'est pas le gage d'un développement. Comment financer les infrastructures? Quels sont les partenaires prêts à investir? Quel plan d'ensemble est privilégié? Ce sont là les interrogations soulevées. Ailleurs, particulièrement au Lac Kénogami et à Larouche (villages situés près du futur parc régional du Lac Kénogami), on est conscient du potentiel à développer. Mais encore là, les mêmes questions se posent, ainsi qu'à Falardeau où l'on veut mettre l'emphasis sur le tourisme d'hiver avec le centre de ski des monts Valin. À La Baie, c'est le couloir nautique. Bref, le récréo-touristique préoccupe presque tous(tes) les participant(e)s rencontré(e)s.

Les zones industrielles et les zones de protection écologique n'ont pas suscité beaucoup de commentaires. Ces affectations ont semblé correspondre aux attentes des participant(e)s. Toutefois, certains d'entre eux(elles) ont soulevé quelques contradictions au niveau de ces affectations. Par exemple, la zone de protection écologique des battures de St-Fulgence est située devant le port de Grande-Anse, face aux réservoirs de pétrole et demeure un site réservé à

l'industrie. D'autres ont affirmé que l'ampleur des terrains réservés à la grande industrie démontent un grand optimisme de la part de la MRC à ce sujet.

Enfin, pour le schéma d'aménagement dans son ensemble, des participant(e)s ont affirmé que la proposition d'aménagement n'invente rien mais qu'elle ne fait que reproduire sur carte ce qui existe actuellement. D'autres ont affirmé que la proposition d'aménagement a un caractère hautement politique. Selon ces derniers, la proposition essaie de faire plaisir à chacune des municipalités et refléter l'ensemble des aspirations de chacune d'elles en vue d'un consensus minimal.

4. RÉACTIONS FACE À LA LOI 125 ET À SES MÉCANISMES

Par rapport à la loi 125, les participant(e)s ont semblé préoccupé(e)s par les liens entre le schéma d'aménagement et le plan d'urbanisme des municipalités, et surtout par la marge de manoeuvre qu'elles auront à l'égard du schéma d'aménagement. Cette nouvelle préoccupation pour l'aménagement semble perçue comme une contrainte de plus à respecter. Le pouvoir du gouvernement dans la loi 125 est trop important selon bon nombre de personnes qui ont assisté aux séances. D'ailleurs, on ne se fait pas d'illusions sur le véritable détenteur du pouvoir dans la loi 125. Le gouvernement provincial est perçu comme celui qui décide de tout en dernière analyse. Parallèlement à cela, certain(e)s participant(e)s se sont interrogé(e)s sur le rôle de la MRC et son implication dans le milieu. Pour quelques municipalités rurales, il sera difficile de se faire entendre à la table de la MRC en raison du poids des municipalités urbaines : le bureau de l'urbaniste devient alors le lieu privilégié pour faire part de leurs doléances.

L'avenir des MRC semble également susciter des questions : l'avenir des MRC est-il assuré? Quelles seront alors ses responsabilités? Et si jamais elles disparaissent, la responsabilité de

l'aménagement du territoire reviendra-t-elle aux municipalités? Autant de questions soulevées qui sont demeurées sans réponse.

5. COMMENTAIRES SUR LE PRINCIPE DE CONSULTATION

Le point sur la consultation des citoyen(ne)s est sans doute celui qui a soulevé le plus de scepticisme chez les participant(e)s. Tour à tour, ils(elles) ont soulevé des questions sur la portée réelle de la consultation, sur son sens véritable en tant que moyen pour les citoyen(ne)s de s'exprimer et surtout sur son caractère informatif ou vraiment consultatif. Certains s'interrogent sur les véritables moyens qu'ont les citoyen(ne)s pour participer à de telles consultations. Pour d'autres, cette consultation arrive tout simplement trop tard dans le processus car ils sont sous l'impression que tout est déjà décidé ou presque... Et la question qui est revenue à maintes reprises est celle-ci : SI L'ON VEUT VRAIMENT FAIRE PARTICIPER LES CITOYEN(NE)S, POURQUOI LEUR ACCORDER UNE PLACE SI TARDIVE DANS CE PROCESSUS? Ce scepticisme face à la consultation est peut-être attribuable au fait que plusieurs participant(e)s croient que le gouvernement québécois est le véritable décideur dans ce processus d'aménagement et soutiennent que leurs expériences passées ont démontré que la consultation n'était qu'un processus illusoire qui tient rarement compte de leurs besoins ou revendications. Pourtant, dans certains villages comme Rivière-Éternité, les participant(e)s semblaient intéressé(e)s à s'exprimer par la consultation⁴.

⁴ Il nous faut avouer que sur ce point notre position en tant qu'animateurs était délicate, d'une part en raison de l'objectif avoué de ces séances aux audiences publiques de la MRC, c'est-à-dire favoriser la participation et, d'autre part, parce qu'il fallait éviter de présenter la consultation pour ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire une panacée et un remède à tous les maux. Notre position consiste à dire qu'il n'y aurait sûrement pas d'amélioration possible dans la proposition d'aménagement si les citoyen(ne)s ne présentent pas leurs revendications et points de vue. A condition bien sûr qu'il s'agisse d'une véritable consultation...

6. BILAN DES RÉACTIONS DES PARTICIPANT(E)S

Si l'on fait le bilan des réactions des participant(e)s, on s'aperçoit premièrement que les préoccupations des municipalités en terme d'aménagement sont nombreuses et diversifiées. Elles vont de la survie économique au maintien de la qualité de la vie en passant par la mise en valeur des attraits naturels et la nécessité de rendre le développement moins anarchique. Toutefois, le processus dans lequel s'inscrit l'aménagement du territoire de la MRC du Fjord semble être extérieur aux citoyen(ne)s et, jusqu'à un certain point, aux élus municipaux eux-mêmes (surtout en milieu rural). De ce fait, les réactions face à la loi 125, à ses acteurs (MRC, gouvernement) et à ses mécanismes (consultation et participation des citoyen(ne)s, plans d'aménagement, etc.) semblent inspirer un grand scepticisme, pour ne pas dire une certaine méfiance.

Quant à l'aspect prépondérant du schéma d'aménagement, c'est-à-dire le développement de l'industrie récréo-touristique, il soulève des sentiments contradictoires chez les citoyen(ne)s. On est sceptique parce que d'une part, on ne sait pas trop qui paiera pour la mise en place des infrastructures touristiques et, d'autre part, on se demande quels seront les résultats. Cependant, plusieurs s'intéressent à cette industrie, comme si c'était la seule avenue possible pour une région comme la nôtre.

Enfin, une question centrale peut se dégager du bilan : ce désir de mettre en place une industrie récréo-touristique est-il vraiment une démarche d'auto-développement et de prise de contrôle des régions de leur développement et de leurs ressources? Par exemple, à Ville de La Baie, des personnes présentes à la séance ont conçu le projet d'ensemencer la Rivière-à-Mars de saumons afin que les américains reviennent pêcher comme autrefois. Pourvu que ce ne soit pas là un moyen déguisé pour donner encore nos ressources... à n'importe qui!

III PROBLÉMATIQUE DES ENJEUX DE L'AMÉNAGEMENT

Cette partie se veut une réflexion sur les enjeux posés par la loi 125 et leurs répercussions sur les sociétés locales. Cette réflexion a été alimentée, d'une part, par l'expérience acquise sur le terrain lors des séances et, d'autre part, par la lecture des ouvrages théoriques sur le sujet.

Depuis quelques années, et plus particulièrement depuis l'émergence de la crise structurelle et l'échec des politiques keynésiennes dans l'ensemble de nos sociétés capitalistes avancées, les discours portant sur l'aménagement du territoire sont de plus en plus présents chez les différents planificateurs étatiques. Cette présence se répercute au niveau local et régional, particulièrement par la promulgation de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Ceci doit-il être interprété comme un nouveau processus de réarticulation des rapports sociaux entre l'État et la société civile? Qu'en est-il depuis l'accession du Québec au rang de société moderne (période de la révolution tranquille) et du modèle de grande centralisation bureaucratique? Aujourd'hui, les dirigeants étatiques et leurs représentants ne nous proposent-ils pas un autre modèle plus décentralisé basé davantage sur la concertation? Comment tiendra-t-on compte des volontés des populations locales et régionales?

Selon nous, ce nouveau discours vu à travers la loi 125 constitue, à la suite de nombreux échecs législatifs, la dernière pénétration de l'État au niveau supra-local. Il s'agit de la création des municipalités régionales de comté. Sans souhaiter un développement endogène, l'État québécois recherche par cette loi une alternative basée sur la décentralisation et la régionalisation. L'État, selon ses dires, veut responsabiliser les communautés locales et régionales. Dans ce but, il crée un nouveau palier intermédiaire entre lui et le local, il s'agit des municipalités régionales de comté dont le mandat est d'élaborer un schéma d'aménagement. Dans ce cadre de réorganisation spatiale et administrative en matière d'aménagement du territoire, l'État central a établi des rôles

et des responsabilités entre différents acteurs. C'est par l'analyse sommaire de ces différents rôles attribués aux acteurs que nous pourrons voir la signification plus concrète de la loi 125.

1. LE POUVOIR DES ACTEURS ET LA CONCERTATION

Les différents pouvoirs en matière d'aménagement du territoire au Québec sont désormais partagés entre trois grands piliers de décision : d'abord l'État central, dont la responsabilité première est de fixer les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire; la MRC qui doit voir à ce que l'élaboration et la mise en application du schéma d'aménagement soient conformes aux orientations gouvernementales; enfin les municipalités dont le principal mandat est d'établir un plan d'urbanisme en conformité avec le schéma d'aménagement de la MRC.

A la MRC du Fjord-du-Saguenay, comme partout ailleurs dans les 94 MRC québécoises, le gouvernement a d'abord fait connaître ses orientations globales en matière d'aménagement. Ce document est basé selon une approche sectorielle (chaque ministère propose à la MRC les orientations qu'il aimerait voir incluses dans le schéma éventuel). L'État se prononce deux fois dans le processus d'élaboration du schéma : premièrement avant la proposition préliminaire d'aménagement et deuxièmement à l'étape précédant l'adoption de la version définitive du schéma. Ces deux "intrusions" donnent, selon nous, un rôle déterminant en matière de réorganisation spatiale. En effet, à la lecture des documents d'orientation, on peut voir l'influence importante exercée par l'État central sur les différents processus d'élaboration des schémas. Par exemple, la proposition d'aménagement de la MRC du Fjord est décrite, subtilement il va sans dire, comme étant un document trop vague où certaines affectations auraient un urgent besoin d'être précisées. Comment interpréter alors l'influence de l'État dans l'élaboration éventuelle de la version définitive du schéma? Il faut souligner que tant que le schéma n'est pas définitivement adopté, le gouvernement du Québec, par l'entremise du Ministère des affaires municipales, peut se prévaloir de son pouvoir de décret dans le cas de conflits sur les affectations du territoire.

Le pouvoir technocratique pose quelques interrogations aussi. A ce stade, afin de mieux saisir le contexte réel dans lequel celui-ci s'exerce, il faut faire une distinction entre ce que nous appellerons le pouvoir formel et le pouvoir réel au sein de la MRC. Formellement, le pouvoir politique au sein de la MRC appartient aux élus. C'est à eux de prendre les décisions en matière d'aménagement du territoire. Cependant, selon notre expérience, nous pouvons affirmer qu'outre celui siégeant au conseil de la MRC, aucun élu ne semble réellement au courant du processus d'élaboration du schéma d'aménagement, encore moins des modalités touchant la loi 125. D'ailleurs, lors de la tenue de nos séances, certains conseillers voyaient la proposition d'aménagement pour la première fois.

Il en va autrement du pouvoir que l'on peut qualifier de réel au sein de la MRC, celui du pouvoir professionnel. Détenteurs de l'information et de l'expertise en matière d'aménagement, les technocrates de la MRC bénéficient, au même titre que les autres technocrates du gouvernement, d'une influence parfois exagérée. Cela est particulièrement vrai pour les élites locales des municipalités rurales incapables de se prévaloir ou de payer les services d'urbanistes et d'experts semblables.

Quant à la concertation, ce concept clé avancé par l'État central lors de la création des MRC, elle constitue à notre avis une simple réorganisation du cadre décisionnel avec, comme principaux acteurs, les élites traditionnelles et la nouvelle technocratie représentée par les professionnels de la MRC. A ce titre, nous sommes encore loin d'une nouvelle composition sociale où le dynamisme des acteurs risquerait d'engendrer une conscientisation, prémisse peut-être d'un nouveau pouvoir régional. Cela est d'autant plus vrai que la participation de l'ensemble de la société civile est, à toute fin pratique, écartée. Ne l'oublions pas, il est difficile d'établir des bases de consensus si l'État central se réserve le dernier mot. Également, la concertation risque d'être biaisée lorsque certains représentants des municipalités rurales affirment qu'ils ne peuvent réagir promptement face au poids politique et économique représenté par les municipalités urbaines. Pourtant,

l'évènement des MRC n'était-il pas sensé aplanir les différences entre les municipalités urbaines et rurales?

2. LA PARTICIPATION DES CITOYEN(NE)S : UN ROLE A REPENSER

Selon l'esprit du législateur, une participation plus active des citoyen(ne)s à la prise de décisions et à la gestion de l'aménagement est rendue nécessaire par ces nouvelles politiques de décentralisation. En effet, la participation est surtout requise lors de la tenue des séances de consultation à l'étape où, en définitive, l'oeuvre en question (schéma d'aménagement) est à toute fin pratique terminée. Bien que la loi propose une place aux citoyen(ne)s, où se trouve-t-elle en réalité dans le processus d'élaboration du schéma? De quelle façon interpréter ces séances de consultation? Seront-elles efficaces ou seront-elles davantage de simples séances d'information? La consultation signifiera-t-elle davantage une négociation d'adhésion pour les citoyen(ne)s au projet présenté par la MRC?

A toutes ces questions il est difficile d'apporter une réponse définitive. Cependant, quelques hypothèses peuvent être soulevées. La participation à la gestion du territoire par les citoyen(ne)s, si elle veut être réelle et complète, se doit de responsabiliser ceux(celles)-ci d'une manière fort différente de celle présentée dans la loi. Dans le processus, il semble que peu ou pas de gens se sentent réellement concernés par l'aménagement du territoire et croient en leur pouvoir réel d'influencer le processus. Bref, ils démontrent une très grande méfiance, d'abord envers le processus de consultation lui-même, ensuite face à leurs capacités de modifier la situation qui, il faut bien le dire, a été réalisée jusqu'à maintenant sans eux. L'État, en évacuant la participation réelle des citoyen(ne)s, nie par le fait même la complexité du local. Il crée une illusion de partage de pouvoir. Pour l'instant du moins, on ne peut certes pas parler de territoire sous contrôle populaire.

CONCLUSION ET BILAN DU PROJET

Pour faire le bilan de ce projet, il faut se demander si les objectifs fixés au départ ont été atteints. Rappelons ces objectifs. Au niveau opérationnel, les objectifs de ce projet de séances d'information en aménagement du territoire étaient : 1) de tenir une rencontre d'information dans chaque municipalité de la MRC du Fjord-du-Saguenay, 2) de recueillir de façon systématique les préoccupations des participant(e)s relativement à l'aménagement du territoire et d'en faire le bilan, 3) d'inciter les groupes et les individus à présenter un mémoire lors des audiences publiques et 4) d'évaluer les retombées du projet par l'analyse quantitative et qualitative des mémoires présentés aux audiences.

Au plan opérationnel, le projet a été réussi puisque les objectifs 1, 2 et 3 ont été rencontrés. En effet, les rencontres ont été tenues dans presque toutes les municipalités de la MRC, sauf Shipshaw et Ferland-Boileau. L'accent était mis, dans les séances, sur l'importance de l'implication des citoyen(ne)s dans le processus d'aménagement; ce rapport est le compte rendu des préoccupations exprimées par les participant(e)s lors des séances. L'objectif 4 sera réalisé lors de la tenue des audiences publiques sur la version définitive du schéma d'aménagement en janvier 1987.

Pour ce qui est des objectifs généraux du projet, ils s'énonçaient comme suit : 1) informer et sensibiliser la population des différentes localités affectées par le schéma d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay sur les incidences de celui-ci sur le développement, 2) permettre aux groupes et aux individus de s'initier aux outils spécifiques de l'aménagement en vue de décoder le contenu du schéma et ses répercussions locales et 3) favoriser une participation plus éclairée aux audiences publiques.

Nous pouvons affirmer que les deux premiers objectifs généraux ont été atteints. Les commentaires des participant(e)s démontrent non seulement que l'information a été bien reçue et qu'elle correspondait à des besoins, mais également que les séances se sont avérées des moments privilégiés pour discuter des questions du développement dans le milieu. Dans plusieurs municipalités, les discussions se sont prolongées, des réflexions sur le rôle des citoyen(ne)s dans le processus d'aménagement se sont amorcées et de nombreuses questions sur l'impact de la loi sur le développement et l'aménagement ont pu trouver réponse.

Le troisième objectif général reste à évaluer puisque les audiences publiques n'ont pas encore eu lieu. Toutefois, si nous nous référons aux résultats obtenus dans le questionnaire au sujet de l'intention des participant(e)s de présenter un mémoire aux audiences, nous pouvons penser que cet objectif sera peut-être moins bien réalisé. Mais même si seulement quelques personnes ayant assisté aux séances présentaient un mémoire, cela pourrait être interprété comme une réussite. L'implication des citoyen(ne)s n'est en effet pas un objectif facile à atteindre à court terme ni à évaluer.

Bien que la participation en terme qualitatif aux séances ne fasse pas de doute, nous ne pouvons passer sous silence la faible participation en terme quantitatif. Cet intérêt mitigé pour les séances d'information est en quelque sorte la pierre d'achoppement de la parfaite réussite de ce projet.

Bien sûr, toutes sortes de raisons peuvent être invoquées pour expliquer ce manque de participation. Par exemple, nous avons eu la concurrence directe d'émissions de télévision à forte cote d'écoute. Également, plusieurs personnes n'ont pu assister aux séances parce que la réunion de leur organisme coïncidait avec la date de la séance dans leur municipalité. Nous pouvons dire aussi que nos méthodes pour recruter les participant(e)s n'ont peut-être pas été assez incitatives. Mais ce ne sont là que des raisons secondaires. Les questions fondamentales qui se posent sont les

suivantes : l'aménagement peut-il vraiment toucher la population dans son ensemble? N'est-il pas utopique de penser qu'une majorité de citoyen(ne)s puisse participer directement à l'aménagement et au développement de leur milieu? Ces préoccupations sont-elles condamnées à demeurer l'objet d'une minorité technocratique et politique? En d'autres termes, cette prise en charge du milieu par les citoyen(ne)s est-elle réalisable? Et que dire de la place des femmes dans le secteur de l'aménagement? Partout leur présence a été minoritaire et le contact avec les groupes de femmes plus difficile. Un projet de ce type ne peut que forcer davantage la réflexion sur ces questions importantes.

Chose certaine, ce projet nous a montré combien l'information en ce domaine est parcellaire et peu connue. C'est donc une chaîne sans fin qui s'amorce. Les gens ne s'impliquent pas parce qu'ils sont peu informés et peu impliqués. Mais ce contexte ne rend-il pas cette démarche du GRIR encore plus justifiée et importante? Ne faut-il pas voir dans cette recherche-intervention une démarche d'auto-développement, un premier jalon d'éducation à cet auto-développement?

En tant qu'animateurs de ce projet et auteurs du rapport, nous sommes portés à le croire, et dans cette optique, nous souhaitons que cette première recherche-intervention du GRIR soit le début et non la fin de cette démarche d'éducation...

ANNEXE 1

DOCUMENTS CONSULTÉS

DIONNE, H. et al. (textes recueillis et présentés par), *Du local à l'État: les territorialités du développement*, Chicoutimi, GRIR-UQAC, 1986.

GERMAIN, A. et HAMEL, P. (sous la direction de), *Aménagement et pouvoir local*, Montréal, cahier de l'ACFAS, no 31, 1985.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, L.Q., 1975, c. 51.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation, *Orientations préliminaires et projets du gouvernement en matière d'aménagement du territoire, MRC du Fjord-du-Saguenay*, Québec, octobre 1984, 217 p.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, ministère des Affaires municipales, Direction générale des orientations gouvernementales en aménagement, *Orientations et projets du gouvernement en matière d'aménagement du territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay*, Québec, juin 1986, 114 p.

KLEIN, J.-L. (coordonnateur), *Aménagement et développement: vers de nouvelles pratiques*, Montréal, ACFAS, no 38, 1986.

LAFOND, N., "La loi sur l'aménagement et l'urbanisme", *Revue de droit*, Université de Sherbrooke, 1981.

LÉVEILLÉE, J. (sous la direction de), *L'aménagement du territoire au Québec: du rêve au compromis*, Montréal, Nouvelle Optique, 1982.

MADIOT, T., *L'aménagement du territoire*, Paris, Masson, 1979.

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY, *Proposition d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay*, Chicoutimi, février 1985.

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY, *Proposition préliminaire d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay*, Chicoutimi, juin 1985.

SECRÉTARIAT A L'AMÉNAGEMENT ET A LA DÉCENTRALISATION, *La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle*, (fascicule 3: Principes de réorganisation en matière d'aménagement), ministère du Conseil exécutif, 1977.

ANNEXE 2

CONTENU DES SÉANCES

SESSIONS DE FORMATION-INFORMATION EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue et présentation de l'animateur et l'animatrice.
2. Présentation de l'ordre du jour de la rencontre.
3. Les principes, les étapes et les outils de l'aménagement. *
4. Les modalités de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (loi 125). *
5. L'aménagement et le développement (l'exemple de la proposition d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay). *
6. Pause.
7. Discussion sur l'aménagement et le développement.
8. La consultation et la participation des citoyen(ne)s. *
9. Évaluation de la session d'information.
10. Fin de la session d'information.

LES PRINCIPES, LES ÉTAPES ET LES OUTILS DE L'AMÉNAGEMENT

Qu'est-ce qu'aménager?

a) Quoi? *Définition opérationnelle des concepts d'aménagement et de territoire*

1. Aménager: - organiser dans un certain ordre logique;
- prendre en compte ce qui existe pour l'améliorer.
2. Territoire: espace (aérien, maritime, sur terrain et terrestre) dépendant d'une autorité quelconque.

Aménagement du territoire: désigne un type d'orientation à donner à un certain type d'utilisation du sol mais en tenant compte du pouvoir de réalisation.

* Ces items sont élaborés dans les pages qui suivent.

b) Qui? *Acteurs privilégiés*

- 1. Qui? État: gouvernement:
 - national
 - régional
 - local
- 2. Par qui? Experts et professionnels (exécutants).
- 3. A qui? Une clientèle générale ou spécifique (destinataires).

N.B.: Le plus important, c'est que cet aménagement doive correspondre au vécu et à l'aspiration de l'ensemble de la collectivité concernée puisque c'est elle qui est directement visée par cet aménagement.

c) Comment? *Modus d'action et outils pour réaliser un aménagement*

Le concepteur (celui qui "pense" l'aménagement)

ÉTAPES

Ex.: L'État:

- planification (grandes orientations)
- programmation (échanciers)
- réalisation (construction)

d) Où? *Échelles d'intervention*

Ex.: nationale
régionale
locale ----> urbain
 ----> rural

milieu ----> urbain
 ----> rural

e) Pourquoi? *Objectifs poursuivis* (peut-être la question la plus importante)

- 1. Résoudre par un plan concerté les problèmes inhérents aux difficultés économiques d'un lieu donné.
- 2. Équiper une collectivité d'infrastructures dont les possibilités géoclimatiques permettent, sur une certaine échelle, des équipements spécifiques liés à un certain mode de vie.

LES MODALITÉS DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME (LOI 125)

Les objectifs de la loi 125 :

- Mettre en place le cadre d'élaboration de la planification de l'aménagement du territoire.

- Fixer des règles pour concilier les objectifs suivants:

- . croissance de l'activité économique;
- . équité sociale;
- . amélioration de la qualité de vie;
- . sauvegarde du patrimoine naturel

Les mécanismes de la loi 125 :

1. La loi 125 a prévu, lors de son entrée en vigueur, la création de nouvelles instances que sont les Municipalités Régionales de Comté (MRC). Les municipalités régionales de comté ont été créées à partir des régions d'appartenance. La région d'appartenance relève d'un concept plutôt ambigu. On peut dire en effet que l'idée de région d'appartenance fait référence au lieu du vécu de la population. Toutefois, les impératifs de faire un découpage administratif des régions semblent avoir été pris en compte lors de la délimitation des régions d'appartenance, notamment en ce qui concerne la nécessité de faire cohabiter à l'intérieur d'une même MRC les secteurs ruraux et urbains. Au Saguenay - Lac-Saint-Jean, il y a quatre MRC: la MRC Domaine du Roy, la MRC Maria Chapdelaine, la MRC Lac Saint-Jean Est et la MRC du Fjord-du-Saguenay.
2. Les municipalités qui suivent font partie de la MRC du Fjord-du-Saguenay: Larouche, Bégin, Canton Tremblay, l'Anse St-Jean, Laterrière, Ferland-Boileau, Lac Kénogami, Petit-Saguenay, Rivière Éternité, St-Charles de Bourget, St-Félix d'Otis, St-Honoré, Shipshaw, St-Ambroise, St-David-de-Falardeau, St-Fulgence, Ste-Rose-du-Nord, Ville de La Baie, Chicoutimi et Jonquière.

La MRC du Fjord-du-Saguenay regroupe donc 20 municipalités dont 17 rurales et 3 urbaines. Ces municipalités sont représentées par un conseil de trente personnes composé des maires de chacune des municipalités. Chaque municipalité rurale a droit à un représentant, tandis que Chicoutimi et Jonquière ont droit à 5 représentants et Ville de La Baie a 2 représentants. Le porte-parole de la MRC est le préfet. Il est élu parmi les maires. Présentement, le préfet de la MRC du Fjord-du-Saguenay est monsieur Eric Jacques, maire de Ste-Rose-du-Nord. Aux élus municipaux s'ajoute le personnel technique à l'emploi de la MRC, dont l'urbaniste-coordonnateur et le secrétaire-trésorier de la MRC.

3. La MRC doit réaliser et adopter d'ici le printemps 1987 le schéma d'aménagement. Le schéma d'aménagement déterminera l'organisation physique du territoire de la MRC.

Voici les étapes de la réalisation du schéma d'aménagement selon la loi 125:

1. Publication des orientations du gouvernement en matière d'aménagement (selon l'article 11 de la loi).
2. Réalisation et adoption de la proposition préliminaire d'aménagement (juin 1985).
3. Publication officielle de la proposition préliminaire d'aménagement et assemblée publique facultative.
4. Avis des municipalités sur la proposition préliminaire d'aménagement.
5. Réalisation et adoption de la proposition d'aménagement (février 1986).
6. Avis du gouvernement sur la proposition d'aménagement (juin 1986).

7. Réalisation et adoption de la version définitive du schéma d'aménagement (en cours).
 8. Avis des municipalités sur la version définitive.
 9. Publication officielle de la version définitive (journaux ou résumés).
 10. Assemblée publique sur la version définitive du schéma d'aménagement.
 11. Adoption du schéma d'aménagement.
4. La loi 125 a prévu que la population sera consultée sur le projet du schéma d'aménagement par les assemblées publiques de consultation. Ces assemblées doivent se tenir dans au moins la moitié des villes comprenant au moins les deux tiers de la population de la MRC.
 5. Suite à l'adoption du schéma d'aménagement, les municipalités devront dans les 24 mois réaliser et adopter un nouveau plan d'urbanisme ou modifier leur plan et règlements d'urbanisme en conformité avec le schéma d'aménagement, c'est-à-dire adapté aux objectifs du schéma. Un processus de consultation est prévu également à cette étape.

L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

- L'aménagement influence le développement.
- L'aménagement encadre, planifie, organise le développement.
- Le développement est la finalité de l'aménagement.
- L'aménagement est le contenant, le développement est le contenu.
- L'aménagement et le développement sont interdépendants. Pour avoir une certaine cohérence, le développement doit tenir compte de l'aménagement, et pour que l'aménagement ait un sens, il doit relever de politiques de développement.

L'exemple de la proposition d'aménagement de la MRC du Fjord-du-Saguenay

Avec l'aide de la carte représentant la superficie totale de la MRC du Fjord, les animateurs voulaient démontrer aux participant(e)s essentiellement deux choses:

- a) l'orientation privilégiée par le Conseil de la MRC pour tout ce qui touche les affectations du territoire ayant un impact régional ou intermunicipal;
- b) les affectations spécifiques touchant chacune des municipalités rencontrées.

Nous présentons ici les principales affectations discutées lors de nos séances. Ces affectations précisent l'utilisation dominante du sol pour chacune des aires du territoire. Neuf grandes aires ont été établies:

1. urbaine;
2. de concentration de la grande industrie;
3. aéroportuaire;

4. récréo-touristique I et II;
5. agricole;
6. rurale;
7. protection écologique;
8. ZEC et pourvoieries exclusives;
9. grandes affectations de transport.

1) *L'aire urbaine* (résidentielle, commerciale, de service, etc.): délimite les parties du territoire réservées à des fonctions urbaines. Elles sont conçues pour répondre aux besoins jusqu'à l'an 2000.

2) *L'aire de concentration de la grande industrie*: cette aire établit les affectations présentes et futures réservées à la grande industrie. Quatre aires existent déjà et sont situées à la limite des périmètres d'urbanisation. Il s'agit des sites de l'Alcan à Ville de La Baie, de l'Alcan à Laterrière, du port de Grande-Anse et de la mine Niobec à St-Honoré. Quatre autres sites sont projetés: deux sont situés à Jonquière, un à Larouche et un à Chicoutimi.

D'autres sites sont à consolider, ils sont situés à l'intérieur des périmètres d'urbanisation et les parcs municipaux peuvent accueillir les petites et moyennes entreprises.

3) *L'aire aéroportuaire*: comprend quatre zones. Il s'agit de l'aéroport civil et militaire de Bagotville, de l'école de pilotage et de l'aéroport de St-Honoré, de la base d'hydravions du Lac Sébastien et enfin de l'aéroparc du rang St-Damien à Jonquière. À ce dernier endroit, il s'agit d'avions ultra légers.

4) *L'aire récréo-touristique I et II*: il s'agit de l'aire la plus importante à mettre en valeur. Le chiffre I signifie aire récréo-touristique intensive, c'est-à-dire qu'elle nécessite des infrastructures et des équipements lourds souvent de nature commerciale (ex.: ski alpin). Le chiffre II signifie aire récréo-touristique extensive, c'est-à-dire qui est reliée principalement à de la conservation, de l'observation et de la préservation du milieu. Elle ne nécessite que des équipements légers (ex.: ski de fond).

La proposition veut privilégier le développement du parc national du Saguenay et de sa périphérie comme attrait touristique principal. Cette zone extensive favoriserait la pratique du nautisme; pour cela, la construction de ports de plaisance est de la plus haute importance. De plus, la proposition souhaitait la construction de deux parcs régionaux. Le premier, de nature intensive, serait situé sur les Monts Valin adjacents à la station de ski Le Valinuet; une autre partie du parc couvrirait des activités de nature extensive. Le deuxième parc serait situé au Parc Kénogami; quatre pôles intensifs seraient créés: la Pointe de Sable, le secteur de la décharge du lac sur la Rivière-aux-Sables et la rivière elle-même, les secteurs de la Baie Moncouche, du Lac Clairval, du Lac Pouce et du Portage des Roches, et enfin le secteur de la Baie Cascovia à Larouche.

D'autres sites de récréation intensive sont situés ailleurs: zone périphérique du parc Saguenay, Lac Ha! Ha! à Ferland-Boileau, Lac Grenon à St-David-de-Falardeau, l'Anse du Clos à St-Charles-de-Bourget, le parc des Berges de la Rivière-aux-Sables (Jonquière), le centre plein air du lac des Chicots (Bégin).

5) *L'aire agricole*: il s'agit du territoire tel qu'indiqué au sens de la loi sur la protection du territoire agricole (loi 90). Il est entendu que d'autres fonctions peuvent être acceptées mais uniquement sur autorisation de la commission de Protection des territoires agricoles du Québec et par les plans et règlements d'urbanisme municipaux. A noter que les meilleures terres agricoles sont concentrées dans les périmètres des trois milles du Haut-Saguenay et sur le territoire des municipalités nord du Saguenay.

La proposition d'aménagement s'apparente à celle de la loi 90 mais pas dans son entier, notamment les périmètres d'urbanisation de certaines municipalités de Chicoutimi et Jonquière empiètent sur les terres agricoles entre autres. A cet effet, la MRC veut demander à la CPTAQ de reviser la zone agricole pour qu'elle corresponde vraiment aux périmètres d'urbanisation mis de l'avant et aux terres agricoles ayant vraiment un potentiel agricole (en vertu de l'article 69.1).

- 6) *L'aire rurale*: elle englobe de multiples affectations autant agricoles, forestières, culturelles, résidentielles, industrielles que récréatives. Il s'agit de la plus vaste affectation du sol de la proposition d'aménagement.
- 7) *L'aire de protection écologique*: elle est affectée à des fins de protection, de recherche et d'éducation. Ces zones intègrent celles du MENVIQ et sont soumises aux usages permis en vertu de la loi sur les réserves écologiques et de la loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Ex.: sapinière à bouleaux blancs et d'ormes à Rivière-du-Moulin, végétation représentative du Fjord-du-Saguenay à Rivière-Éternité, refuge migratoire à St-Fulgence, héronnerie à hiboux au Portage-des-Roches, rivières à saumon: Rivière-à-Mars, Rivière-Éternité, Lac St-Jean, etc.
- 8) *ZEC et pourvoieries exclusives*: ces zones sont affectées à un usage contrôlé de la faune en vertu de la loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. On dénombre neuf ZECS: Lac de la Boiteuse, Onatchiway, Martin-Valin, Chauvin, Anse St-Jean, Lac Bréboeuf, Mars-Moulin, Ste-Marguerite, Bureux-Bas-Saguenay (en partie). Les pourvoieries à droits exclusifs situées dans les territoires non organisés (TNO) servent à des fins récréatives de chasse et de pêche; elles relèvent de l'entreprise privée.
- 9) *Affectations de transport*: ces affectations visent à améliorer les réseaux routiers intra et inter régionaux: les réseaux de voies cyclables, les réseaux aériens ainsi que les transport maritime et aérien (cette affectation fort nombreuse ne peut pas être résumée dans cette annexe dans son entier. Nous n'en citerons que quelques-unes).

Routes: - création d'une autoroute à quatre voies, de Chicoutimi à Québec;
- parachèvement de l'autoroute 70 reliant La Baie et Alma;
- amélioration des routes 170, 172, 372, etc.

Pistes cyclables: - le long des routes 170 et 172 aux limites de la MRC;
- etc.

Avertissement: Il s'agit de propositions seulement; à moins que le schéma d'aménagement accepte la majorité de ces affectations, il n'est pas sûr que celles-ci soient réalisées à plus ou moins brève échéance. En effet, la MRC aura besoin de l'accord d'autres partenaires; il pourra s'agir de l'État fédéral ou encore de l'État québécois, surtout en matière de financement.

LA CONSULTATION ET LA PARTICIPATION DES CITOYEN(NE)S

1. Rôle de la consultation :

- Evaluer les différents impacts d'un projet.
- Identifier les véritables besoins de la population.
- Permettre aux décideurs de prendre une décision en meilleure connaissance de cause.
- Permettre à tous et à toutes de s'exprimer sur les enjeux qui touchent une localité, un quartier, une ville ou une région.
- Assurer l'émergence d'un débat public.

En somme, la consultation est une nouvelles pratique sociale à occuper et à inventer.

2. Règles de base pour une consultation efficace :

- L'information doit être accessible.
- La consultation doit être accessible et ouverte à tous.
- Les avis des citoyen(ne)s et des groupes doivent être systématiquement enregistrés.
- Ces avis doivent faire l'objet d'une analyse et d'un rapport écrit et rendu public.

3. Quelques éléments pour la préparation d'un mémoire pour les audiences publiques :

- Identifier le groupe ou l'individu qui présente le mémoire, de même que ses objectifs.
- Identifier clairement l'objet et le but du mémoire.
- Enoncer le plus clairement possible tous les arguments et toutes les raisons qui motivent la prise de position du groupe ou de l'individu.
- Il n'est pas nécessaire de présenter un mémoire très volumineux à des audiences publiques. Un document de 3 ou 4 pages a tout autant de valeur qu'un document de 20 pages. Ce qui compte, c'est de participer aux audiences publiques et d'y faire valoir son point de vue.
- La clarté, la précision et la concision sont les règles de base pour l'élaboration d'un mémoire.

ANNEXE 3

LETTRE D'INVITATION



Université du Québec à Chicoutimi

555, boulevard de l'Université
Chicoutimi, Québec
G7H 2B1

Chicoutimi, le 1er août 1986

Bonjour,

Par la présente, il nous fait plaisir de vous inviter à une session de formation-information sur l'aménagement du territoire et, entre autres, sur la proposition d'aménagement de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay.

Ces sessions d'information sur l'aménagement du territoire sont organisées par le Groupe de recherche et d'intervention régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi associé, pour cette occasion, à un groupe du milieu, soit le Comité de l'environnement de Chicoutimi. Il est à noter que la mise sur pied de ces sessions a été rendue possible grâce à une subvention du ministère de l'Enseignement supérieur de la science et de la technologie.

Les objectifs de ces sessions sont de développer une meilleure compréhension du processus de l'aménagement du territoire, de faire connaître les principes d'aménagement ainsi que les incidences de ces derniers sur le développement de chacune des municipalités de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay, et enfin de favoriser une plus grande participation aux audiences publiques sur la version définitive du schéma d'aménagement.

Afin de réaliser ces objectifs, des rencontres d'information seront organisées dans chacune des 20 municipalités (sauf exception) de la M.R.C. du Fjord. Tous les groupes, associations ou citoyen(ne)s intéressé(e)s de près ou de loin à l'aménagement du territoire pourront participer à ces sessions. Ces rencontres seront l'occasion pour tous et toutes de s'informer sur l'aménagement de leur territoire et d'en discuter en plénière.

Les sujets à l'ordre du jour de ces rencontres sont : les principes, les étapes et les outils de l'aménagement, les modalités de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'aménagement et le

...2

développement (avec comme exemple la proposition d'aménagement de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay), enfin la consultation et la participation des citoyen(ne)s.

Ainsi, nous comptons grandement sur la présence de groupes comme le vôtre afin d'assurer le succès de ces sessions d'information. La date, le lieu et l'heure de la session qui se tiendra dans votre municipalité vous seront communiqués ultérieurement.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à nous contacter au numéro de téléphone suivant : 545-5491.

En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer lors de ces sessions d'information, recevez nos salutations distinguées.

Richard Boudreault et Suzanne Tremblay
Animateur - Animatrice
Projet de sessions d'information
en aménagement du territoire

ANNEXE 4

DOSSIER DE PRESSE

Aménagement du territoire de la MRC du Fjord

Le GRIR continue d'informer la population

(CP) — Le Groupe de recherche et d'intervention régionale (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi tiendra des sessions d'information concernant l'aménagement du territoire, et ce, à l'intérieur de chacune des municipalités de la MRC du Fjord. Ces sessions s'adressent à toute la population et, plus spécifiquement, aux groupes sociaux qui sont ou seront touchés par les décisions d'aménagement et de développement du territoire.

Ces sessions se tiendront du 26 août au 29 septembre 1986, en soirée. Un animateur et une animatrice présenteront, lors de ces soirées d'information, les principes, les étapes et les outils de l'aménagement, les modalités de la loi 125, les diverses affectations du territoire prévues dans la proposition du schéma d'aménagement.

Les objectifs de ce projet de recherche-intervention du GRIR sont de :

- 1) développer chez les citoyens-nés une meilleure compréhension du processus d'aménagement du territoire;
- 2) favoriser une participation éclairée aux futures audiences publiques;
- 3) faire connaître le processus d'aménagement du territoire et ses incidences sur le développement et l'environnement de chacune des municipalités.

Précisons qu'il s'agit de sessions d'information et non pas d'une consultation sur la proposition d'aménagement de la MRC du Fjord, cette dernière devant faire l'objet d'une consultation officielle selon les modalités prévues à la loi 125.

Ce projet a été rendu possible grâce à la participation financière du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie dans le cadre des services aux collectivités. A cet égard, c'est à la suite d'un projet du Comité de l'environnement de Chicoutimi que le GRIR a



Richard Boudreault, animateur, Christiane Gagnon, agente de recherche pour le GRIR, Suzanne Tremblay, animatrice.

parrainé cette recherche-intervention.

Etant donné l'importance de la question de l'aménagement dans le développement des collectivités locales et la tenue prochaine d'une consultation sur le schéma d'aménagement, ces sessions permettront à tous et à toutes de se familiariser avec l'aménagement du territoire, et ce, avec des moyens pédagogiques faciles d'accès.

Les dates et les lieux où se dérouleront les sessions à partir de 19h30:

15 sept. Chicoutimi, Centre Socio-culturel (Salle Ménéstrel), 534, rue Jacques-Cartier est.

16 sept. Saint-Honoré et Canton Tremblay, Centre récréatif de Saint-Honoré.

17 sept. Saint-David-de-Falardeau, Edifice municipal.

18 sept. Saint-Ambroise et Bégin, Edifice municipal.

22 sept. Lac Kénogami, Centre social St-Cyriaque.

24 sept. Rivière-Eternité, Edifice municipal.

25 sept. Jonquière, Centre Mieux-Etre, 2196, rue St-Dominique.

29 sept. Larouche, Edifice municipal.

Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter Mme Suzanne Tremblay et M. Richard Boudreault, au numéro de téléphone suivant: 545-5491.

Pour mieux comprendre l'aménagement du territoire

(C.P.) Par la présente, le Groupe de recherche et d'intervention régionales tient à informer la population qu'il tiendra des sessions de formation-information sur l'aménagement du territoire et, entre autres, sur la proposition d'aménagement de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay.

Comme mentionné ci-haut, ces sessions d'information sur l'aménagement du territoire sont organisées par le Groupe de recherche et d'intervention régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi, associé, pour cette occasion, à un groupe du milieu, soit le Comité de l'environnement de Chicoutimi. Il est à noter que la mise sur pied de ces sessions a été rendue possible grâce à une subvention du ministère de l'Enseignement supérieur de la Science et de la Technologie.

Les objectifs de ces sessions sont de développer une meilleure compréhension du processus de l'aménagement du territoire, de

faire connaître les principes d'aménagement, ainsi que les incidences de ces derniers sur le développement de chacune des municipalités de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay et enfin de favoriser une plus grande participation aux audiences publiques sur la version définitive du schéma d'aménagement.

Afin de réaliser ces objectifs, des rencontres d'information seront organisées dans chacune des vingt municipalités (sauf exception) de la MRC du Fjord du Saguenay. Tous les groupes, associations ou citoyens (nes) intéressés (es) de près ou de loin à l'aménagement du territoire pourront participer à ces sessions. Ces rencontres seront l'occasion pour tous et toutes de s'informer sur l'aménagement de leur territoire et d'en discuter en plénière.

Les sujets à l'ordre du jour de ces rencontres sont: les principes, les étapes et les outils de l'aménagement, les

modalités de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'aménagement et le développement (avec comme exemple la proposition d'aménagement de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay), enfin la consultation et la participation des citoyens.

Le GRIR compte grandement sur la présence de tous les groupes intéressés pour assurer le succès de ces sessions d'information. Les premières séances auront lieu dans les municipalités suivantes: aujourd'hui au Chalet des loisirs de Saint-Félix-d'Otis à 19h30, le mardi 23 septembre à la Maison de la culture de Ville de La Baie à 19h30 et le mercredi 24 septembre à l'édifice municipal de Rivière-Éternité à 19h30.

Pour de plus amples informations, il est possible de contacter le Groupe de recherche et d'intervention régionales à l'Université du Québec à Chicoutimi au numéro de téléphone suivant 545-5491.

River Nord, 3 sept. 86

Séances d'information

Le groupe de recherche et d'intervention régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi tiendra des sessions d'information concernant l'aménagement du territoire.

Ces sessions qui ont commencé le 26 août dernier et qui se poursuivront jusqu'au 29 septembre prochain, seront offertes dans les différentes municipalités contenues par la M.R.C.

L'information s'adresse à toute la population et sera dispensée par des animateurs connaisseurs.

Pour connaître l'heure et le lieu de chacune de ces sessions, communiquez avec René Leberge de l'UDAC.

Séances d'information sur l'aménagement du territoire

Le public pourra prendre connaissance de la manière dont on aménage le territoire régional lors de sessions d'information qui se tiendront dans différentes municipalités de la région.

par Ann Ouellet

Ces sessions permettent aux citoyens de mieux comprendre tout le processus d'aménagement et de voir les consé-

quences sur le développement et sur l'environnement de chacune des municipalités. L'information permettra aussi de se

préparer et d'être mieux éclairé en vue des prochaines audiences publiques.

Les sessions sont données depuis le 26 août dernier et jusqu'au 29 septembre prochain par le groupe de recherche et d'intervention régionales de l'UQAC en collaboration avec le comité d'en-

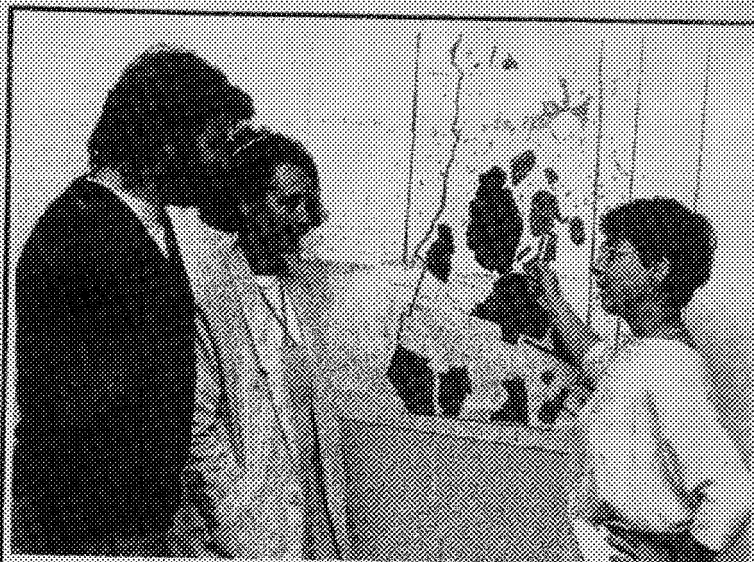
vironnement de Chicoutimi.

Le groupe a reçu une subvention du ministère de l'Enseignement supérieur, de la science et de la technologie. Les personnes intéressées à assister aux sessions d'informations pourront le faire aux dates et endroits suivants: Saint-Fulgence, édifice municipal le 9 sep-

tembre, Laterrière, édifice municipal le 11 septembre, Chicoutimi, centre socioculturel le 15 septembre, Saint-Honoré et Canton Tremblay, au centre récréatif de Saint-Honoré le 16 septembre et Saint-David-de-Falardeau, édifice municipal le 17 septembre. Les sessions débuteront à 19h30.

L'Écho, 12 SEP, 86

Faire tout



Aménagement du territoire

Les sessions d'information organisées par le groupe de recherche et d'intervention régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi se poursuivent à l'intérieur de chacune des municipalités de la MRC du Fjord. Trois membres de ce groupe apparaissent sur cette photo. Ce sont: Richard Boudreault (animateur), Christiane Gagnon (agente de recherche) et Suzanne Tremblay (animatrice). Ce soir le groupe se retrouve à Shipshaw et demain à Laterrière.

ANNEXE 5
QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION

QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DES SESSIONS DE FORMATION-
INFORMATION EN AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|
| 1. Selon vous, la façon de présenter l'information était-elle claire et précise ? | Très claire et précise | <input type="checkbox"/> |
| | Moyennement | <input type="checkbox"/> |
| | Pas du tout | <input type="checkbox"/> |
| | Ne sais pas | <input type="checkbox"/> |
| 2. Les outils d'animation utilisés pendant la rencontre ont-ils favorisé une meilleure compréhension de l'information qui vous a été présentée ? | Beaucoup | <input type="checkbox"/> |
| | Moyennement | <input type="checkbox"/> |
| | Pas du tout | <input type="checkbox"/> |
| | Ne sais pas | <input type="checkbox"/> |
| 3. Pendant la session les animateurs ont-ils tenu compte de vos préoccupations et interrogations et tenter d'y répondre ? | Beaucoup | <input type="checkbox"/> |
| | Moyennement | <input type="checkbox"/> |
| | Pas du tout | <input type="checkbox"/> |
| | Ne sais pas | <input type="checkbox"/> |

4. L'information qui vous a été présentée lors de cette rencontre vous a-t-elle semblé à propos ?

Beaucoup

☐

S.V.P. expliquez: _____

Moyennement

☐

Pas du tout

☐

Ne sais pas

☐

5. Suite à cette rencontre, avez-vous l'intention de présenter un mémoire lors des audiences publiques sur la version définitive du schéma d'aménagement ?

Oui

☐

Peut-être

☐

Non

☐

Ne sais pas

☐

6. Auriez-vous aimé que d'autres thèmes touchant l'aménagement et la proposition d'aménagement soit abordés pendant la session d'information ?

Oui

☐

Non

☐

Si oui lesquels ?

7. Autres commentaires et/ou suggestions sur cette session de formation-information.

MERCI DE VOTRE COLLABORATION ...

RAPPORT SUR LE PROJET DES SÉANCES
D'INFORMATION EN AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE, RICHARD BOUDREAU, R.
SUZANNE TREMBLAY, mars 1987